



Monsieur Claude Wiseler
Président de la Chambre des Députés
Luxembourg

Luxembourg, le 13 avril 2026

Monsieur le Président,

Conformément à l'article 80 du règlement de la Chambre des Députés, nous vous prions de bien vouloir transmettre la question parlementaire suivante à Monsieur le Premier ministre et à Monsieur le ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.

Dans un message publié le 7 avril 2026 sur la plateforme Truth Social, le Président des États-Unis Donald Trump a déclaré qu'« une civilisation entière pourrait mourir ce soir, sans jamais pouvoir être reconstruite » en lien avec le conflit en cours avec l'Iran.

Cette déclaration outrancière a interpellé l'opinion publique européenne, voire mondiale – elle fait entrer la menace de génocide dans la panoplie des tactiques de négociation utilisée par les États-Unis.

Venant du Président des États-Unis, elles soulèvent de graves questions, alors qu'elles suggèrent la destruction d'une population ou d'un groupe humain dans son ensemble. Se posent ainsi notamment des interrogations sérieuses au regard :

- de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, notamment l'interdiction de l'incitation à commettre le génocide ;
- des Conventions de Genève et de leurs protocoles additionnels, en particulier l'interdiction des attaques indiscriminées et protection des populations civiles ;
- ainsi que des principes fondamentaux de la Charte des Nations unies relatifs au maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Lors de l'heure d'actualité consacrée à la stratégie nationale de sécurité des États-Unis du 18 mars 2026, Monsieur le Premier ministre a réaffirmé l'attachement du gouvernement luxembourgeois au transatlantisme.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre :

- Monsieur le Premier ministre maintient-il que l'attachement du gouvernement au transatlantisme demeure inchangé à la lumière de telles déclarations, ou considère-t-il que le respect du droit international constitue une condition à cet attachement ?
- Messieurs les Ministres condamnent-ils les déclarations en question du Président des États-Unis ?

Veuillez croire, Monsieur le Président, en l'assurance de notre profond respect.

Franz Fayot
Député

Yves Cruchten
Député